

12. Inschrijving : ten laatste op 15 maart 2009

Om u in te schrijven voor deze de selectieprocedure stuurt u een brief of mail samen met de ingevulde biografische vragenlijst (die u vindt op de website : <http://www.vmm.be>). Vergeet het referentienummer niet ! U stuurt uw brief en de biografische vragenlijst naar :

Vlaamse Milieumaatschappij

DVP HRM & Vorming

Mevr. Ann Meert

A. Van de Maelestraat 96

9320 Erembodegem

tel. : 053-72 67 61 of 053-72 67 42 (ev. aanvragen vragenlijst)

of stuurt het per mail naar vacatures@vmm.be

Alleen volledig ingevulde biografische vragenlijsten worden weerhouden. Gelieve tevens na uw inschrijving een kopie van uw diploma op te sturen.

13. Openbaarheid van bestuur

Gelet op het decreet van 26 maart 2004 betreffende de openbaarheid van bestuur kunnen de kandidaten om inzage of mededeling in afschrift vragen omtrent hun selectie. Er kan uitsluitend ingegaan worden op aanvragen die schriftelijk worden ingediend binnen een termijn van drie maanden na de schriftelijke mededeling van het resultaat.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2009/200428]

14 NOVEMBRE 2008. — Circulaire ministérielle relative à la protection des arbres et haies remarquables, à la plantation d'essences régionales en zone rurale et aux plantations au sein d'un dispositif d'isolement

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins des villes et communes de la Région wallonne,

A Messieurs les Fonctionnaires délégués des Directions extérieures de la Direction générale opérationnelle 4 - Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie,

Vu la Convention européenne du paysage, signée à Florence le 20 octobre 2000;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et, notamment son article 1^{er};

1. Mesures de protection des arbres et haies remarquables

L'abattage ou la modification de l'aspect d'un ou plusieurs arbres remarquables ou d'une plusieurs haies remarquables sont soumis à permis d'urbanisme pour autant que ces arbres et haies figurent sur la liste arrêtée par le Gouvernement, conformément à l'article 84, § 1^{er}, II^o, du Code.

Les articles 266 et suivants du Code listent les arbres et haies qui sont considérés d'office comme remarquables. Depuis peu, tous les arbres et haies remarquables peuvent être aisément localisés grâce au Portail cartographique de la Région wallonne.

a) Les demandes de permis d'urbanisme portant sur l'abattage d'un ou de plusieurs arbres remarquables ou d'une ou plusieurs haies remarquables repris sur les listes visées aux articles 266, 6^o et 267, 5^o du Code doivent être refusées, à l'exception des hypothèses suivantes :

- l'abattage est justifié par l'état sanitaire;
- le maintien de la végétation présente un danger immédiat pour la sécurité des personnes ou des biens;
- un intérêt jugé supérieur doit être sauvegardé;
- l'abattage est justifié par des circonstances exceptionnelles.

Toute décision autorisant l'abattage doit être dûment justifiée au regard de l'une ou l'autre exception visée ci-dessus.

Les demandes de permis d'urbanisme portant sur la modification de l'aspect d'un ou de plusieurs arbres remarquables ou d'une ou plusieurs haies remarquables repris sur les listes visées aux articles 266, 6^o et 267, 5^o, du Code peuvent être acceptées moyennant due motivation.

En toute hypothèse, l'avis du Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle 3 - Agriculture, ressources naturelles et environnement est sollicité avant toute prise de décision, conformément à l'article 269 du Code.

b) Afin de ne pas porter préjudice à la survie des arbres remarquables, aucune nouvelle construction et installation ne peut prendre place à moins de 5,00 m du droit de la couronne de l'arbre, sauf due motivation. De même, la distance séparant le pied des haies remarquables à la nouvelle construction ou installation est au minimum de 2,00 m.

La transformation, l'agrandissement ou la reconstruction d'une construction ou installation existante peut être autorisée à moins de 5,00 m du droit de la couronne de l'arbre ou à moins de 2,00 m de haies remarquables pour autant que leur survie ne soit pas mise en péril.

Aucune modification sensible du relief du sol soumise à permis d'urbanisme n'est autorisée sous la projection verticale au sol de la cime des arbres remarquables ou à moins de 2,00 m du pied des haies remarquables.

2. Mesures favorisant les plantations en clôture

La qualité de nos paysages et villages ruraux est mise en évidence par de nombreuses études et publications. Malheureusement, ces dernières ont aussi souligné les profondes altérations infligées par les transformations importantes des modes de vie, la mécanisation des techniques agricoles et le développement des loisirs. L'accroissement des échanges des essences à l'échelle planétaire et l'accès à des variétés de plantes et de matériaux ligneux de plus en plus divers risquent à terme de dénaturer nos espaces ruraux, singulièrement les abords de l'habitat rural qui participent à la lecture du paysage villageois.

La complète harmonie qui existe au sein des ensembles ruraux mérite d'être préservée et au besoin d'être requalifiée tant du point de vue architectural que social.

Consacré par le Code rural, le droit de clore peut entrer en symbiose avec le droit de la protection de la nature et la Convention européenne du paysage.

Sans vouloir exclure des arbustes étrangers déjà présents dans nos régions, il apparaît important de promouvoir nos essences indigènes pour le rôle fondamental qu'elles jouent dans la préservation de nos écosystèmes.

La haie constitue assurément le mode de clôture traditionnellement le plus répandu et dont il n'est pas inutile de rappeler divers avantages :

- la haie est un élément paysager de base; elle assure la beauté des abords des constructions, des installations, des voiries, de leurs accès et de leurs abords; outre qu'elle offre la commodité du séjour des personnes, elle assure aussi la protection des propriétés contre l'intrusion, notamment du bétail errant, tout en étant la moins dangereuse pour les usagers de la route;

- la haie favorise la pénétration de l'eau dans le sol;

- la haie protège des effets mécaniques du vent et diminue les effets de l'érosion, mais, surtout, elle offre ombrage et protection et constitue un biotope privilégié pour la faune indigène;

- la haie permet la continuité des couloirs écologiques en laissant passer les petits animaux tels que hérissons, renards et batraciens, dont elle assure le refuge.

Par haie, on entend :

1. la haie vive;

2. les plessis, clayonnage ou tressages d'osier vivant.

La haie vive est un ensemble d'arbustes et d'arbres indigènes vivants plantés à faible distance les uns des autres de façon à constituer un cordon arbustif dense. La haie vive peut se présenter sous plusieurs formes : haie taillée, haie libre, haie brise-vent ou bande boisée.

Par haie taillée, on entend la haie maintenue à une largeur et une hauteur déterminées par une taille fréquente.

Par haie libre, on entend la haie de hauteur et de largeur variables dont la croissance n'est limitée que par une taille occasionnelle.

Par haie brise-vent, on entend la haie libre qui, outre des arbustes, comporte des arbres et qui peut devenir épaisse par la plantation de plusieurs rangs.

Par bande boisée, on entend la plantation de trois à dix rangs comprenant des arbres et des arbustes, large de 10,00 m au maximum.

La clôture et plus largement les abords du bâti méritent toute l'attention voulue, tant les fantaisies auxquelles ils donnent lieu sont propres à dénaturer tout ensemble architectural quelque peu structuré.

En conséquence, en l'absence de prescriptions réglementaires contraires et dans le cadre des permis d'urbanisme relatifs à la construction, à la reconstruction ou à la transformation d'un bâtiment, la plantation de haies en clôture doit être imposée au titre de charges d'urbanisme lorsque l'objet de la demande est situé en zone d'habitat à caractère rural, en zone agricole ou dans le périmètre d'application du Règlement général sur les bâtisses en site rural.

Pour ce faire, les principes suivants seront d'application :

a) selon les caractéristiques des lieux, les plantations doivent être de nature à respecter, structurer ou recomposer les lignes de force du paysage. A défaut, aucune plantation n'est imposée;

b) si l'implantation du bâtiment présente un recul de plus de 5,00 m par rapport à la voirie, le jardin d'accueil n'est pas clôturé en façade avant du bâtiment. La clôture prendra place sur l'alignement au droit des pignons.

Si le bâtiment est implanté en tout ou en partie sur l'alignement, la clôture prend place au droit des pignons;

c) sur les limites latérales de la parcelle, si l'habitat n'est pas mitoyen, il y a lieu de distinguer :

- * le jardin d'intimité qui s'étend de l'angle de la façade avant jusque 5,00 m au-delà de la façade arrière; les vues depuis les baies des constructions voisines ou depuis les terrasses arrières voisines nécessitent un minimum d'intimité; sur cet espace, il est imposé une haie mitoyenne d'une hauteur maximale de 2,00 m plantée sur plusieurs rangs, si l'espace le permet, taillée et comportant une proportion de maximum 30 % d'espèces à feuillage persistant; en cas de manque d'espace, un treillis garni d'une végétation grimpante peut être acceptée sur toute cette zone;

- * le jardin arrière, au-delà de 5,00 m de la façade arrière : les plantations doivent privilégier le rapport au paysage environnant, en maintenant des ouvertures et en variant les hauteurs et compositions de la haie; dans cette zone, les essences indigènes se déclinent tant en haie libre que taillée;

d) sur les limites latérales de la parcelle, si l'habitat est mitoyen, un mur de clôture ou des panneaux de bois sont admissibles sur maximum 5,00 m au-delà de la façade arrière. Ensuite, le recours à la haie doit être imposé sauf due motivation.

Par ailleurs, en l'absence de prescriptions réglementaires contraires, les permis d'urbanisme relatifs à la construction, à la reconstruction ou à la transformation d'un bâtiment de plus de 25,00 m de longueur et situé en zone d'habitat à caractère rural, en zone agricole ou dans le périmètre d'application du Règlement général sur les bâtisses en site rural, doivent imposer au titre de charges d'urbanisme :

- soit la plantation de haies en clôture; cette obligation de clôturer est arrêtée aux limites longeant la voirie publique;

- soit une plantation d'accompagnement située à proximité immédiate du bâtiment ou en relation visuelle avec celui-ci.

Dans tous les cas :

- les résineux en alignement sont à proscrire;
- la haie peut être doublée d'une clôture en treillis métallique de 1,20 mètre maximum, à très larges mailles, non visible, pour contenir les animaux domestiques, sauf justification contraire;
- la haie doit être composée à concurrence de 75 % au minimum d'essences indigènes reprises en annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation et l'entretien de haies vives, de vergers et d'alignements d'arbres, en fonction de la région naturelle identifiée dans la même annexe;
- les charges d'urbanisme peuvent être limitées au maintien ou au regarnissage de la haie existante;
- lorsqu'il apparaît que la haie ne constitue pas le mode de clôture propre aux lieux concernés, un autre type de clôture susceptible de s'intégrer à l'environnement peut être imposé en tant qu'élément structurant et traditionnel de l'espace-rue. En vue d'assurer la convivialité des lieux, la hauteur de ce type de clôture sera limitée et en aucun cas supérieure à 2,00 m.

3. Mesures relatives aux plantations au sein d'un dispositif d'isolement

Certaines zones du plan de secteur telles que les zones d'activité économique, doivent comporter un périmètre ou un dispositif d'isolement. Il est communément admis que le dispositif d'isolement peut consister en un écran de verdure.

Par ailleurs, ce type de dispositif d'isolement est parfois nécessaire pour l'implantation d'infrastructures collectives telles que station d'épuration, parc à containers, voiries de grand gabarit.

L'aménagement d'un espace vert comme dispositif d'isolement n'est généralement pas ou peu défini dans le cadre des projets urbanistiques. Son rôle, ses formes et sa composition sont souvent nébuleux à l'occasion de la mise en œuvre du permis d'urbanisme.

Leur localisation et leur dimensionnement sont trop souvent conditionnés par des impératifs fonciers ou de rentabilité qui ne sont pas favorables à la réalisation de dispositifs efficaces.

Etant donné les progrès accomplis dans les processus industriels ces dernières décennies et le fait que rares sont les industries contemporaines qui polluent l'eau, le sol et l'air environnant au point d'empêcher toute végétation de pousser, de nombreuses essences indigènes arbustives et arborescentes de notre flore régionale apparaissent adaptées pour constituer la composition végétale de la plupart des zones tampon en milieu industriel.

Enfin, les dispositifs d'isolement peuvent présenter un intérêt en termes de plus-value paysagère et de zone de refuge ou de corridor écologique pour la faune et la flore locale.

Au vu de ces éléments, en l'absence de prescriptions réglementaires contraaires et en cas de dispositif d'isolement prenant notamment la forme de plantations, les exigences minimales suivantes sont d'application :

- a) l'espace dévolu au dispositif d'isolement présente une largeur minimale de 10,00 m sauf contraintes urbanistiques locales;
- b) la plantation de haies libres se décline en 2 rangs minimum sur une largeur de 10,00 m maximum;
- c) contrairement à la haie vive sous forme de bande boisée, la plantation d'une bande boisée au sein d'un dispositif d'isolement se décline en 5 rangs minimum sur une largeur comprise entre 10,00 et 50,00 m;
- d) la densité minimale pour les arbustes est d'1 plant/m², un baliveau tous les 4,00 m et un arbre à haute tige tous les 15,00 m.

Les plantations sont composées à concurrence de 75 % au minimum d'essences indigènes reprises en annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation et l'entretien de haies vives, de vergers et d'alignements d'arbres, en fonction de la région naturelle identifiée dans la même annexe.

La présente circulaire abroge et remplace la circulaire ministérielle du 24 avril 1985 relative à la clôture des parcelles bâties en zones d'habitat à caractère rural et agricole.

La présente circulaire est publiée au *Moniteur belge*.

La présente circulaire est d'application au 1^{er} janvier 2009. La demande de permis dont l'accusé de réception est antérieur à cette date poursuit son instruction selon les dispositions en vigueur avant cette date.

Namur, le 14 novembre 2008.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2009/200428]

14. NOVEMBER 2008 — Ministerielles Rundschreiben bezüglich des Schutzes von bemerkenswerten Bäumen und Hecken, der Anpflanzung von regionalen Arten in ländlichen Gebieten und der Anpflanzungen innerhalb eines Abschirmstreifens

An die Damen und Herren Bürgermeister und Schöffen der Städte und Gemeinden der Wallonischen Region,

An die Herren beauftragten Beamten der Außendirektionen der operativen Generaldirektion 4 - Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie,

Aufgrund des am 20. Oktober 2000 in Florenz unterzeichneten Europäischen Landschaftsübereinkommens;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 1;

1. Maßnahmen zum Schutze der bemerkenswerten Bäume und Hecken

Das Fällen oder die Veränderung des Aussehens eines oder mehrerer bemerkenswerter Bäume oder einer oder mehrerer bemerkenswerter Hecken unterliegen der Städtebaugenehmigung, falls diese Bäume und Hecken auf der Liste stehen, die von der Regierung gemäß Artikel 84, § 1, 1^o, des Gesetzbuches festgelegt worden ist.

In den Artikeln 266 und folgenden des Gesetzbuches werden die Bäume und Hecken angeführt, die von Amts wegen als bemerkenswert betrachtet werden. Seit kurzem ist es möglich, die bemerkenswerten Bäume und Hecken mit Hilfe des kartographischen Internetportals der Wallonischen Region zu orten.

a) Die Anträge auf Städtebaugenehmigung, die das Fällen eines oder mehrerer bemerkenswerter Bäume oder einer oder mehrerer bemerkenswerten Hecken betreffen, die in den Listen der Artikel 266, 6°, und 267, 5°, des Gesetzbuches angeführt werden, sind abzulehnen, es sei denn:

- das Fällen ist aufgrund des Gesundheitszustands gerechtfertigt;
- die Aufrechterhaltung der Vegetation stellt eine unmittelbare Gefahr für die Sicherheit der Personen oder Güter dar;
- ein als übergeordnet erachtetes Interesse muss gewahrt werden;
- das Fällen wird durch außergewöhnliche Umstände gerechtfertigt.

Jede Entscheidung zur Genehmigung des Fällens muss im Hinblick auf die eine oder andere der oben erwähnten Ausnahmen ordnungsgemäß gerechtfertigt werden.

Die Anträge auf Städtebaugenehmigung, die das Verändern des Aussehens eines oder mehrerer bemerkenswerter Bäume oder einer oder mehrerer bemerkenswerten Hecken betreffen, die in den Listen der Artikel 266, 6°, und 267, 5°, des Gesetzbuches angeführt werden, können genehmigt werden, insofern sie gebührend begründet sind.

Gemäß Artikel 269 des Gesetzbuches ist in allen Fällen das Gutachten der Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion 3 - Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, einzuholen, bevor ein Beschluss gefasst wird.

b) Um das Überleben der bemerkenswerten Bäume nicht zu gefährden, darf kein Neubau und keine neue Einrichtung in einer Entfernung von weniger als 5 Metern, gemessen auf Höhe der Baumkrone, errichtet werden, es sei denn, dies wird gebührend gerechtfertigt. Gleichermaßen beträgt der Abstand zwischen dem Fuß der bemerkenswerten Hecken und einem Neubau oder einer neuen Einrichtung 2 Meter.

Die Umbau-, Vergrößerungs- oder Wiederaufbauarbeiten an einem bestehenden Gebäude oder einer bestehenden Einrichtung kann in einer Entfernung von weniger als 5 Metern, gemessen auf Höhe der Baumkrone, oder in einer Entfernung von weniger als 2 Metern von den bemerkenswerten Hecken zugelassen werden, unter der Bedingung, dass deren Überleben dadurch nicht gefährdet wird.

Keine bedeutende Änderung des Bodenreliefs, die einer Städtebaugenehmigung unterliegt, wird unter der Vertikalprojektion am Boden der Krone der bemerkenswerten Bäume oder in einer Entfernung von weniger als 2 Meter vom Fuß der bemerkenswerten Hecken zugelassen.

2. Maßnahmen zur Förderung der Einfriedung durch Anpflanzungen

Die Qualität unserer Landschaften und der ländlichen Dörfer ist durch zahlreiche Studien und Veröffentlichungen belegt worden. Leider habe diese ebenfalls verdeutlicht, dass die umfangreichen Veränderungen des Lebenswandels, die Mechanisierung der landwirtschaftlichen Techniken und die Entwicklung der Freizeitaktivitäten tiefgreifende Veränderungen verursacht haben. Der Anstieg des Austauschs von Arten auf Weltebene einerseits und der Zugang zu den verschiedensten Arten von Pflanzen und holzartigem Pflanzenmaterial andererseits bergen die Gefahr die Gefahr in sich, unsere ländlichen Gegenden zu entstellen, insbesondere die Umgebung der ländlichen Wohngebiete, die zu der Darstellung der dörflichen Landschaft beitragen.

Die vollständige Harmonie, die innerhalb der ländlichen Landschaft vorherrscht, ist zu wahren und falls notwendig sowohl vom architektonischen als auch vom sozialen Standpunkt her neu zu definieren.

Das in dem Feldgesetzbuch verankerte Einfriedungsrecht kann mit Recht des Naturschutzes und dem Europäischen Landschaftsübereinkommen in Symbiose gebracht werden.

Ohne die nicht heimischen Sträucher, die bereits in unseren Gebieten vorhanden sind, ausschließen zu wollen, scheint es von Bedeutung, unsere heimischen Arten, aufgrund der grundlegenden Rolle, die sie bei der Erhaltung unserer Ökosysteme spielen, zu fördern.

Die traditionell am weitesten verbreitete Art der Einfriedung ist zweifellos die Hecke. Es ist nicht überflüssig, an dieser Stelle verschiedene Vorteile in Erinnerung zu rufen:

- Die Hecke ist ein landschaftlicher Grundbestandteil; sie trägt zur Schönheit der Umgebung der Bauten, Einrichtungen, Straßen und Wege sowie deren Zufahrten und unmittelbarer Umgebung bei; sie gestaltet nicht nur den Aufenthalt der Personen angenehm, sondern sie gewährleistet auch den Schutz des Eigentums gegen Eindringlinge, wie zum Beispiel gegen streunendes Vieh. Zudem stellt sie für die Verkehrsteilnehmer die geringste Gefahr dar;
- Die Hecke fördert das Eindringen des Wassers in den Boden;
- Die Hecke schützt vor den mechanischen Auswirkungen des Windes und sie verringert die Erosion. Vor allen Dingen jedoch bietet sie Schatten und Schutz und stellt ein privilegiertes Biotop für die heimische Fauna dar;
- Die Hecke ermöglicht die Kontinuität der ökologischen Schneisen, indem sie den Durchgang kleinerer Tiere wie Igel, Fuchs und Amphibien ermöglicht, denen sie zudem Schutz bietet.

Als Hecke gilt:

1. die Lebendhecke;
2. das Flechtwerk mit Weidenruten, das Flechtwerk mit lebenden Weidenzweigen.

Bei der Lebendhecke handelt es sich um eine Gruppe von Sträuchern und heimischen Bäumen, die in geringer Entfernung von einander gepflanzt werden, um so eine dichte Strauchreihe zu bilden. Die Lebendhecke kann verschiedene Formen annehmen: geschnittene Hecke, freie Hecke, Windschutzhecke oder Baumhecke.

Die geschnittene Hecke ist eine durch einen häufigen Schnitt auf eine bestimmte Höhe und Breite erhaltene Hecke.

Die freie Hecke ist eine Hecke von unterschiedlicher Höhe und Breite und deren Wachstum nur durch einen gelegentlichen Schnitt eingeschränkt wird.

Die Windschutzhecke ist die freie Hecke, die außer Sträucher auch Bäume aufweist und die durch eine Anpflanzung in mehreren Reihen breit auswachsen kann.

Die Baumhecke ist die Anpflanzung von drei bis zehn Reihen, die Bäume und Sträucher umfasst und die wenigstens 10 Meter breit ist.

Die Einfriedung und im weiteren Sinne die Umgebung des Gebäudes ist eine angemessene Aufmerksamkeit zu schenken, da die Fantasien, zu denen sie in manchen Fällen Anlass geben, Gefahr laufen, selbst ein nur wenig strukturiertes architektonisches Gefüge zu entstellen.

Aufgrund des Fehlens von gegensätzlichen Verordnungsbestimmungen und im Rahmen der Städtebaugenehmigungen bezüglich der Errichtung, des Wiederaufbaus und des Umbaus eines Gebäudes muss die Anpflanzung von Einfriedungshecken als städtebauliche Auflage auferlegt werden, wenn der Gegenstand des Antrags sich in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter, in einem landwirtschaftlichen Gebiet oder in dem Umkreis der Anwendung der allgemeinen Bauordnung für ländliche Gegenden befindet.

Diesbezüglich kommen die folgenden Grundsätze zur Anwendung:

a) je nach den ortsspezifischen Merkmalen müssen die Anpflanzungen in der Lage sein, die Hauptzüge der Landschaft zu beachten, zu strukturieren oder neu zu gestalten. Grundsätzlich wird keine Anpflanzung verlangt;

b) wenn die Lage des Gebäudes einen Bauabstand von mehr als 5 Metern zu dem Wegenetz aufweist, wird der Vorgarten, der sich an der Vorderfront des Gebäudes befindet, nicht umfriedet. Die Einfriedung wird auf Höhe der Baufluchtlinie der Giebel angebracht.

Falls das Gebäude insgesamt oder teilweise auf der Fluchtlinie errichtet ist, so wird die Einfriedung auf Höhe der Giebel angebracht;

c) auf den Außengrenzen der Parzelle, falls das Wohngebäude nicht angrenzend ist. Hier wird unterschieden zwischen:

* der Privatgarten, der sich von dem Winkel der Vorderfront bis zu 5 Metern über die Hinterfront hinaus erstreckt; die Sichtmöglichkeit von den Öffnungen der Nachbaranwesen oder von den Hinterbalkon der Nachbaranwesen verlangt nach einem Mindestmaß an Privatsphäre. Auf dieser Fläche besteht die Auflage, eine gemeinschaftliche Hecke mit einer maximalen Höhe von 2 Metern, die falls ausreichend Platz vorhanden ist auf mehreren Reihen angepflanzt wird und die einen Anteil von wenigstens 30% von Arten mit beständigem Blattbewuchs aufweist, zu pflanzen; falls nicht ausreichend Platz vorhanden ist, kann auf der gesamten Zone ein Grobmaschendraht mit Kletterpflanzen zugelassen werden;

* der Hintergarten, weiter als 5 Meter von der Hinterfront entfernt: bei den Anpflanzungen ist der Bezug zu dem umgebenden Landschaft zu privilegieren, wobei Öffnungen aufrecht erhalten werden und die Höhe und die Zusammensetzung der Hecke variiert; in diesem Bereich werden die heimischen Arten sowohl in der freien als auch in der geschnittenen Hecke verwendet;

d) falls das Wohngebäude angrenzend ist, ist auf den Seitengrenzen der Parzelle eine Einfriedungsmauer oder Holzpaneele auf einer Länge von maximal 5 Metern über die Rückfront hinaus zulässig. Darüber hinaus ist die Anpflanzung einer Hecke Pflicht, es sei denn es liegt eine gebührende Begründung vor.

Aufgrund des Fehlens von gegensätzlichen Verordnungsbestimmungen sind die Städtebaugenehmigungen bezüglich der Errichtung, des Wiederaufbaus und des Umbaus eines Gebäudes mit einer Gesamtlänge von mehr als 25 Metern, das in sich einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter, in einem landwirtschaftlichen Gebiet oder in dem Umkreis der Anwendung der allgemeinen Bauordnung für ländliche Gegenden befindet, müssen folgende städtebauliche Auflagen auferlegt werden:

- entweder die Anpflanzung von Hecken als Einfriedung; diese Auflage endet an den Grundstücksgrenzen entlang des öffentlichen Straßennetzes;

- oder eine ergänzende Anpflanzung in unmittelbarer Nähe zu dem Gebäude oder im visuellen Zusammenhang zu ihm.

In allen Fällen:

- sind Reihen mit Nadelbaumarten zu verbieten;

- die Hecke kann verstärkt werden durch einen Maschendraht von maximal 1 Meter 20 mit sehr groben Maschen und nicht sichtbar verarbeitet, um Haustiere zurückzuhalten, es sei denn es liegt eine anderslautende Rechtfertigung vor;

- die Hecke muss wenigstens zu 75% aus einheimischen Sorten bestehen, die in der Anlage 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 über die Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung und den Unterhalt von lebenden Hecken, von Obstgärten und von Baumreihen angeführt werden, je nach dem Naturgebiet, das in derselben Anlage bestimmt worden ist;

- die städtebaulichen Anlagen können sich auf den Erhalt oder das Auffüllen der bestehenden Hecke beschränken;

- falls ersichtlich wird, dass die Hecke für die betreffenden Orte nicht die geeignetste Art der Einfriedung darstellt, so kann eine andere Art der Einfriedung, die geeignet ist, sich in die Landschaft zu integrieren, als strukturierender und traditioneller Bestandteil des Straßensbereichs verlangt werden. Um den Bereich so angenehm und offen wie möglich zu gestalten, wird die Höhe dieser Art der Einfriedung begrenzt. Sie darf auf keinen Fall 2 Meter übersteigen.

3. Maßnahmen für die Anpflanzungen innerhalb einer Abschirmvorrichtung

Manche Zonen des Sektorenplans so wie zum Beispiel die Gewerbegebiete müssen einen Umkreis oder eine Vorrichtung zur Abschirmung umfassen. Es ist allgemein anerkannt, dass die Abschirmvorrichtung durch einen Pflanzenschirm gebildet werden kann.

Außerdem ist diese Art der Abschirmung in manchen Fällen notwendig für die Niederlassung von gemeinnützigen Infrastrukturen wie zum Beispiel eine Klärstation, ein Containerpark oder große Straßen.

Die Einrichtung einer Grünfläche als Abschirmvorrichtung wird allgemein im Rahmen von städtebaulichen Projekten nicht oder nur grob definiert. Ihre Rolle, die Formen und die Zusammenstellung sind bei der Umsetzung der Städtebaugenehmigung oft unklar.

Ihre Lokalisierung und die Dimensionierung werden oft durch mit dem Grundstück einhergehenden Zwängen oder aus Gründen der Rentabilität bestimmt, die der Durchführung von wirkungsvollen Vorrichtungen nicht dienlich sind.

Aufgrund der im Laufe der letzten Jahrzehnte auf dem Gebiet der industriellen Vorgänge gemachten Fortschritte sowie aufgrund der Tatsache, dass die heutigen Industriebetriebe in den seltensten Fällen das Wasser, den Boden und die Luft in ihrer Umgebung derart verunreinigen, dass keinerlei Pflanzenwachstum möglich ist, scheinen zahlreiche heimische Bäume und Sträucher unser regionalen Flora geeignet, um den Pflanzenwuchs in den meisten Pufferzonen der Industriegebiete zu bilden.

Schließlich können die Abschirmvorrichtungen auch als Aufwertung der Landschaft und als Schutzzone oder ökologische Schneise für die Flora und die Fauna vor Ort von Interesse sein.

Angesichts dieser Tatsachen und in Ermangelung von anderslautenden Verordnungsbestimmungen sind für die Abschirmvorrichtungen, die unter anderem als Anpflanzung gestaltet werden, die folgenden Mindestanforderungen anwendbar:

- a) die für die Abschirmvorrichtung vorgesehene Fläche weist eine Mindestbreite von 10 Metern auf, es sei denn, es liegen anderslautende lokale städtebauliche Vorschriften vor;
- b) die freien Hecken werden in wenigstens 2 Reihen auf einer Breite von höchstens 10 Metern angepflanzt;
- c) im Gegensatz zu der Lebendhecke in Form einer Baumhecke umfasst die Anpflanzung einer Baumhecke innerhalb einer Abschirmvorrichtung wenigstens 5 Reihen auf einer Breite zwischen 10 und 50 Metern;
- d) die Mindestdichte für die Sträucher beträgt 1 Pflanze pro m², 1 Baumholz alle 4 Meter und ein hochstämmiger Baum alle 15 Meter.

Die Anpflanzungen bestehen zu 75% aus einheimischen Sorten bestehen, die in der Anlage 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 über die Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung und den Unterhalt von lebenden Hecken, von Obstgärten und von Baumreihen angeführt werden, und zwar je nach dem Naturgebiet, das in derselben Anlage bestimmt worden ist.

Das vorliegende Rundschreiben hebt das ministerielle Rundschreiben vom 24. April 1985 über die Einfriedung der bebauten Parzellen in Wohngebieten mit ländlichem Charakter und in landwirtschaftlichen Gebieten auf und ersetzt es.

Das vorliegende Rundschreiben wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Das vorliegende Rundschreiben ist ab dem 1. Januar 2009 anwendbar. Städtebaugenehmigungsanträge, deren Empfangsbestätigung ein Datum vor dem Datum des Inkrafttretens dieses Rundschreibens trägt, werden auf der Grundlage der vor diesem Datum gültigen Bestimmungen weiter geprüft.

Namur, den 14. November 2008

Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2009/200428]

14 NOVEMBER 2008. — Ministeriële omzendbrief betreffende de bescherming van waardevolle bomen en heggen, de aanplanting van regionale soorten in landelijke gebieden en aanplantingen binnen een isoleringsstelsel

Aan de Dames en Heren Burgemeesters en Schepenen van de steden en gemeenten van het Waalse Gewest,

Aan de Heren afgevaardigde-Ambtenaren van de Buitendirecties van het "Direction générale opérationnelle 4 - Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie" (Operationeel Directoraat-generaal - Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Patrimonium en Energie),

Gelet op de Europese Conventie van het Landschap, gesloten in Florence op 20 oktober 2000;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 1;

1. Maatregelen ter bescherming van de waardevolle bomen en heggen

Het omhakken of de wijziging van het aspect van één of meer waardevolle bomen of van één of meer waardevolle heggen wordt aan en stedenbouwvergunning onderworpen voor zover die bomen en heggen opgenomen zijn op de door de Regering vastgelegde lijst, overeenkomstig artikel 84, § 1, II°, van het Wetboek.

De artikelen 266 en volgende van het Wetboek vermelden de bomen en heggen die ambtshalve als waardevol beschouwd worden. Sinds kort kunnen alle waardevolle bomen en heggen makkelijk gelokaliseerd worden via het Cartographische Portaal van het Waalse Gewest.

a) De aanvragen tot stedenbouwkundige vergunning betreffende het omhakken van één of meer waardevolle bomen of van één of meer waardevolle heggen opgenomen op de lijsten bedoeld in de artikelen 266, 6°, en 267, 5°, van het Wetboek dienen verworpen te worden, behalve in onderstaande gevallen :

- het omhakken is om sanitaire redenen gerechtvaardigd;
- de instandhouding van de plantengroei houdt een rechtstreeks gevaar in voor de veiligheid van personen of goederen;
- er dient een hoger geacht belang te worden beschermd;
- het omhakken is wegens buitengewone omstandigheden gerechtvaardigd.

Elke beslissing waarbij het omhakken toegelaten wordt, dient behoorlijk gerechtvaardigd te worden t.o.v. één of andere bovenbedoelde uitzondering.

De aanvragen tot stedenbouwkundige vergunning betreffende de wijziging van het aspect van één of meer waardevolle bomen of van één of meer waardevolle heggen opgenomen op de lijsten bedoeld in de artikelen 266, 6°, en 267, 5°, van het Wetboek kunnen aanvaard worden voor zover ze behoorlijk met redenen omkleed zijn.

In elk geval wordt vóór elke besluitvorming verzocht om het advies van het "Département de la Nature et des Forêts" (Departement Natuur en Bossen) van het "Direction générale opérationnelle 3 - Agriculture, Ressources naturelles et Environnement" (Operationeel directoraat-generaal 3 - Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu), overeenkomstig artikel 269 van het Wetboek.

b) Om het bestaan van de waardevolle bomen niet het gedrang te brengen, mag geen nieuwe bouw of installatie gevestigd worden op minder dan 5,00 m ter hoogte van de kruin van de boom, behalve behoorlijke motivering. Anderzijds bedraagt de afstand tussen de voet van de waardevolle heggen en de nieuwe bouw of installatie minimum 2,00 m.

De verbouwing, uitbreiding of wederopbouw van een bestaande bouw of installatie kan op minder dan 5,00 m ter hoogte van de kruin van de boom of op minder dan 2,00 m van waardevolle heggen toegelaten worden voor zover hun bestaan niet in het gedrang gebracht wordt.

Er wordt geen aanzienlijke bodemreliëfwijziging waarvoor een stedenbouwkundige vergunning vereist wordt toegelaten onder de verticale bodemprojectie van de kruin van waardevolle bomen of op minder dan 2,00 m van de voet van waardevolle heggen.

2. Maatregelen ter bevordering van omheiningsaanplantingen

De kwaliteit van onze landschappen en landelijke dorpen wordt aan het licht gebracht in talrijke studies en publicaties. Het valt te betreuren dat die studies en publicaties ook gewezen hebben op diepgaande veranderingen die te wijten zijn aan belangrijke wijzigingen in de levenswijzen, aan de mechanisering van de landbouwtechnieken en aan de ontwikkeling van de vrijetijdsactiviteiten. De vermeerdering van de uitwisselingen van boomsoorten op planetaire schaal en de toegang tot steeds meer verschillende variëteiten van planten en houtmaterialen dreigen op termijn onze landelijke ruimtes te denatureren, meer bepaald de omgeving van het landelijke woongebied die bijdragen in de lezing van het dorpslandschap.

De complete harmonie binnen de landschappelijke gehelen verdient behouden en desnoods opnieuw gekwalificeerd te worden, zowel op architecturaal als op maatschappelijk vlak.

Het afsluitingsrecht, bekrachtigd in het Veldwetboek, kan in symbiose treden met het natuurbeschermingsrecht en de Europese Conventie van het Landschap.

Vreemde struiken die al in onze streken aanwezig zijn, moeten niet uitgesloten worden maar het is belangrijk om onze inheemse boomsoorten te bevorderen vanwege de fundamentele rol die ze spelen bij de instandhouding van onze ecosystemen.

De heg vormt ongetwijfeld de traditiegetrouw meest aangewende afsluitingswijze, waarbij nog eens gewezen mag worden op enkele voordelen die ze te bieden heeft :

- ze is een fundamenteel landschapselement; ze draagt bij in de schoonheid van de omgeving van gebouwen, installaties, wegen, de toegang ertoe en de omtrek ervan; daarnaast biedt ze personen een gerieflijk verblijf, schermt eigendommen af tegen indringers, namelijk zwervend vee, en is al bij al de minst gevaarlijke afsluitingswijze voor weggebruikers;

- ze bevordert waterpenetratie in de grond;

- ze schermt af tegen de mechanische windeffecten en vermindert de erosiegevolgen maar, vooral, ze biedt de inheemse fauna, waarvoor ze een bevoorrechte biotoop vormt, lommer en bescherming;

- ze zorgt voor de continuïteit van de ecologische gangen doordat ze doorgang biedt aan kleine dieren zoals egels, vossen en kikvorsachtigen, die er een toevluchtsoord vinden.

Onder haag wordt verstaan :

1. de heg;

2. groen hout, rijs- of vlechtwerken van levende teenwilg.

Onder heg wordt verstaan een verzameling inlandse levende struiken en bomen die op een korte afstand van elkaar geplant worden om een dichtbegroeide plantenstrook te vormen die meestal een perceel afzoomt. De heg kan meerdere vormen aannemen : gesnoeid, vrij groeiend, windscherm of bebost.

Onder gesnoeid heg wordt verstaan een haag die op een bepaalde breedte en hoogte wordt gehouden door regelmatige snoei beurten.

Onder vrije heg wordt verstaan een haag met een variabele hoogte en breedte waarvan de groei enkel ingeperkt wordt door een occasionele snoeibeurt.

Onder windscherm wordt verstaan een vrije haag die naast struiken ook bomen telt en door het bestaan van meerdere rangen diep wordt.

Onder beboste strook wordt verstaan een aanplanting van drie tot tien rangen die bomen en struiken bevat met een maximumbreedte van tien meter.

De omheining en, ruimer gezien, de omgeving van het bebouwde gedeelte verdienen alle aandacht, daar de fantasieën waartoe ze aanleiding kunnen geven elk ietwat gestructureerd architecturaal geheel denatureren.

Bijgevolg moet de aanplanting van afsluitingshagen, bij gebrek aan andersluidende reglementaire voorschriften en in het raam van de stedenbouwkundige vergunningen betreffende de bouw, de wederopbouw of de verbouwing van een gebouw, als stedenbouwkundige lasten opgelegd worden indien het voorwerp van de aanvraag gelegen is in een woongebied met een landelijk karakter, in een landbouwgebied of in het toepassingsgebied van het Algemeen Reglement op de gebouwen in landelijk gebied.

Daartoe zullen de volgende beginselen van toepassing zijn :

a) al naar gelang van de kenmerken van de plek moeten de aanplantingen van dien aard zijn dat ze de krachtlijnen van het landschap respecteren, structureren of wedersamenstellen. Zoniet is geen aanplanting verplicht;

b) indien het gebouw op meer dan 5,00 m van de weg gevestigd is, is de onthaaltuin aan de voorgevel van het gebouw niet omheind. De omheining zal aangebracht worden op de rooilijn ter hoogte van de puntgevels.

Indien het gebouw geheel of gedeeltelijk op de rooilijn gevestigd is, wordt de omheining geplaatst ter hoogte van de puntgevels;

c) indien de woning niet tussen twee in ligt, dient men aan de zijgrenzen van het perceel het volgende te onderscheiden :

- * de intimiteitstuint, die zich uitstrekt van de hoek van de voorgevel tot vijf meter verderop de achtergevel; de uitzichten vanaf de uitzichttramen van de naburige gebouwen of van de naburige achterterrassen behoeven een minimum aan intimiteit; op die plaats wordt, indien er voldoende ruimte is, in verschillende rijen een tussenhaag van maximum de 2,00 m aangeplant; die haag is gesnoeid en bestaat uit maximum 30 % vaste loofsoorten; bij gebrek aan ruimte mag op die gezamenlijke zone een traliewerk met klimopplanten geplaatst worden;

* de achtertuin, op meer dan 5,00 m van de achtergevel: de aanplantingen moeten verricht worden met inachtneming van het omliggende landschap, door openingen te behouden en de hoogtes en samenstellingen van de haag te variëren; in die zone komen de inheemse soorten zowel in vrije als in gesnoeide heg voor;

d) indien de woning tussen twee in ligt, mogen aan de zijgrenzen van het perceel een omheiningsmuur of houtpanelen op maximum 5,00 m van de achtergevel geplaatst worden. Zoniet moet een heg geplant worden, behalve behoorlijke motivering.

Anderzijds moeten de stedenbouwkundige vergunningen betreffende de bouw, de wederopbouw of de verbouwing van een gebouw van meer dan 25,00 m lang en gelegen in een woongebied met een landelijk karakter, in een landbouwgebied of in het toepassingsgebied van het Algemeen Reglement op de gebouwen in landelijk gebied, bij gebrek aan andersluidende reglementaire voorschriften, het volgende als stedenbouwkundige lasten opleggen:

- hetzij de aanplanting van afsluitingsheggen; deze verplichting tot afsluiting geldt tot aan de grenzen langs de openbare weg;

- hetzij een aanvullende aanplanting in de onmiddellijke nabijheid van het gebouw of in visueel verband ermee.

In ieder geval:

- zijn de harsachtigen in rooilijn te verbieden;

- de heg kan verdubbeld worden d.m.v. een metalen traliewerk van maximum 1,20 meter, met brede mazen, niet zichtbaar, om huisdieren tegen te houden, behalve andersluidende rechtvaardiging;

- de heg bestaat uit minimum 75 % inheemse soorten opgenomen in de bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 betreffende de toekenning van toelagen voor de aanplanting en het onderhoud van heggen, boomgaarden en bomenrijen, al naar gelang van de natuurlijke streek opgenomen in dezelfde bijlage;

- de stedenbouwkundige lasten kunnen beperkt worden tot de instandhouding of de regarnissage van de bestaande heg;

- indien blijkt dat de heg niet de geschikte afsluitingswijze voor de betrokken plek is, kan een ander type afsluiting, dat in de omgeving geïntegreerd worden kan, opgelegd worden als structurend en traditoneel element van de straatruimte. Met het oog op de leefbaarheid van de plek wordt de hoogte van dat soort afsluiting beperkt tot maximum 2,00 m.

3. Maatregelen betreffende de aanplantingen binnen een isoleringsstelsel.

Sommige gebieden op het gewestplan, zoals economische activiteitsgebieden, moeten beschikken over een isoleringsomtrek of -stelsel. Er wordt doorgaans aangenomen dat het isoleringsstelsel uit een groenscherm mag bestaan.

Anderzijds is dat soort isoleringsstelsel soms noodzakelijk bij de vestiging van gemeenschappelijke infrastructuur, zoals een zuiveringstation, containerparken, grote wegen.

De inrichting van een groengebied als isoleringsstelsel wordt doorgaans niet of weinig omschreven in het raam van de stedenbouwkundige projecten. De rol, vormen en samenstelling ervan zijn vaak onduidelijk bij de tenuitvoerlegging van de stedenbouwkundige vergunning.

De lokalisering en de dimensionering ervan zijn te vaak afhankelijk van grond- of rendabiliteitsimperatieven die de verwezenlijking van efficiënte stelsels niet gunstig gezind zijn.

Gezien de vooruitgangen die de laatste jaren in de industriële processen geboekt werden en overwegende dat weinig hedendaagse industriële ontsnappen aan het feit dat ze het water, de grond en de lucht in hun omgeving zo verontreinigen dat ze plantengroei beletten, lijken talrijke inheemse struik- en boomsoorten van onze regionale flora geschikt om de plantaardige samenstelling van de meeste bufferzones in het industrieel milieu te vormen.

Tot slot kunnen de isoleringsstelsels een aanzienlijke meerwaarde bieden op landschappelijk vlak, als toelichtsoord of als ecologische gang voor de plaatselijke fauna en flora.

Op grond van deze elementen, bij gebrek aan andersluidende reglementaire voorschriften en in geval van een isoleringsstelsel in de vorm van aanplantingen zijn de volgende minimumvereisten van toepassing:

- a) de ruimte voorbehouden aan het isoleringsstelsel is minstens 10,00 m, behalve plaatselijke stedenbouwkundige voorschriften;

- b) de heggen worden in minstens 2 rijen geplant over een breedte van maximum 10,00 m;

- c) in tegenstelling tot de heg in de vorm van een beboste strook, wordt een beboste strook binnen een isoleringsstelsel in minimum 5 rijen geplant over een breedte van 10,00 tot 50,00 m;

- d) de minimale dichtheid voor struiken bedraagt 1 plant/m², één spaartelg om de 4,00 m en één hoge stam om de 15,00 m.

De aanplantingen bestaan uit minimum 75 % inheemse soorten opgenomen in bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 betreffende de toekenning van toelagen voor de aanplanting en het onderhoud van heggen, boomgaarden en bomenrijen, al naar gelang van de natuurlijke streek opgenomen in dezelfde bijlage.

De ministeriële omzendbrief van 24 april 1985 betreffende de afsluiting van bebouwde percelen in woongebieden met een landelijk en een landbouw karakter wordt door deze omzendbrief opgeheven en vervangen.

Deze omzendbrief wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Deze omzendbrief is van toepassing vanaf 1 januari 2009. Het onderzoek van de vergunningsaanvraag waarvan het bericht van ontvangst aan die datum voorafgaat wordt voortgezet volgens de bepalingen die vóór die datum van kracht zijn.

Namen, 14 november 2008.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE